

REMERCIEMENTS

La préparation d'un colloque et la production des actes requièrent la participation de plusieurs personnes et la collaboration de plusieurs organismes.

Parmi les personnes qui ont contribué au succès du colloque «Perspectives d'avenir en traduction», il faut tout spécialement mentionner Anita Beaudette et Karine Beaudette pour leur aide efficace et précieuse au moment du colloque (préparation et logistique).

Nos remerciements s'adressent aussi aux organismes et institutions qui ont contribué au financement du colloque: l'AUPELF-UREF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française – Universités des réseaux d'expression française), l'Entente Québec-Manitoba, le Service culturel du Consulat français (Edmonton), l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences – section Manitoba (ACFAS-Manitoba), Patrimoine canadien, Culture, Patrimoine et Citoyenneté Manitoba, la ville de Winnipeg, le *Red River Community College*, l'Association des traducteurs et des interprètes du Manitoba (ATIM), la Fédération des caisses populaires du Manitoba et le Collège universitaire de Saint-Boniface.

Nous tenons à remercier également les personnes qui ont travaillé à la préparation des actes: tout d'abord, André Fauchon, dont l'aide a été précieuse à toutes les étapes de la publication, et Don Ulyot, qui a notamment révisé les textes anglais et qui a effectué les traductions vers l'anglais; puis, Anita Beaudette, Karine Beaudette, Pierre Lemoine et Kate Quarry, étudiants à l'École de traduction du CUSB, qui se sont chargés de la lecture et de la correction d'épreuves; enfin, Claude de Moissac qui, avec patience et minutie, a fait la mise en pages du présent ouvrage.

En terminant, il faut souligner la généreuse contribution financière de l'AUPELF-UREF qui a permis la publication des actes du colloque «Perspectives d'avenir en traduction»; il faut aussi remercier le Collège universitaire de Saint-Boniface qui a

mis à la disposition du comité d'organisation tous les outils nécessaires au bon déroulement du colloque et à la réalisation de ces actes.

Que toutes ces personnes et ces organismes acceptent l'expression de notre profonde gratitude.

Marie-Christine Aubin
Winnipeg, le 10 mai 1995

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iii
INTRODUCTION	
Perspectives d'avenir en traduction: introduction MARIE-CHRISTINE AUBIN	3
Future Trends in Translation: Introduction MARIE-CHRISTINE AUBIN	7
CONFÉRENCE INAUGURALE KEYNOTE ADDRESS	
La recherche et la pédagogie comme fondements des métiers de traducteurs et d'interprètes DANICA SELESKOVITCH	13
LA RECHERCHE EN TRADUCTION ET EN INTERPRÉTATION RESEARCH IN TRANSLATION AND INTERPRETATION	
L'ingénierie documentaire: perspectives pour la traduction et la terminologie ANNIE BRISET et JACQUES LADOUCEUR	27
Delivering Culture: the Task of the Translator SHERRY SIMON	43
Differentiating Topic from Subject in ASL TERRY JANZEN	57
Traduire pour le cinéma PATRICIA CLAXTON	75

Perspectives d'avenir en traduction / Future Trends in Translation
Actes du colloque marquant le dixième anniversaire
de l'École de traduction du CUSB (30 septembre et 1^{er} octobre 1994)
sous la direction de Marie-Christine Aubin
Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, 1995, p. 3-6

PERSPECTIVES D'AVENIR EN TRADUCTION: INTRODUCTION

Il est assez fréquent, dans les années qui précèdent le passage d'un siècle à un autre, de chercher à tracer le bilan d'une activité et à évaluer son rôle ou ses besoins à l'avenir. Cet ouvrage, fruit de la réflexion des participants au colloque qui s'est tenu au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) les 30 septembre et 1^{er} octobre 1994 à l'occasion du dixième anniversaire de l'École de traduction que celui-ci abrite, n'échappe pas à cette tendance.

La traduction, plusieurs conférenciers nous l'ont rappelé, existe depuis la nuit des temps. Pourquoi donc s'inquiéter de son avenir? En fait, cette réflexion n'est pas le produit d'une inquiétude, bien au contraire! La mondialisation des échanges, la création d'accords commerciaux, tels l'ALENA en Amérique du Nord, ou d'accords politiques comme le Traité de Maastricht en Europe, offrent autant d'occasions de se réjouir lorsque l'on oeuvre dans le domaine de la traduction. Toutefois, l'euphorie est prématurée. Le besoin de traducteurs et d'interprètes est un fait. Les spécificités de ces besoins restent encore à définir.

Au Canada, par exemple, de nombreuses écoles de traduction ont vu le jour à la suite de la reconnaissance officielle du bilinguisme et pour alimenter les bureaux qui se sont créés alors pour que documents et services soient disponibles, partout au Canada, dans les deux langues officielles: le français et l'anglais. Les écoles se sont donc orientées naturellement vers la formation de traducteurs anglais-français. Le Conseil des traducteurs et des interprètes du Canada (CTIC) s'est penché sur l'accréditation des traducteurs et sur les problèmes posés par l'évaluation des traductions. Là encore, les langues considérées d'abord étaient l'anglais et le français. Le Canada s'est donc doté d'outils très perfectionnés pour la formation, l'évaluation et la recherche en traduction, ce dernier volet étant particulièrement bien représenté par les travaux de terminologie

du Secrétariat d'État (TERMIUM) et de l'Office de la langue française (Banque de terminologie du Québec). Ainsi, dans le couple de langues anglais-français, le Canada fait figure de chef de file.

La question se pose cependant de savoir si cette restriction de l'activité de traduction et d'interprétation à deux langues n'est pas, à la veille du XXI^e siècle, périmée. Trois sujets à l'ordre du jour des débats politiques nous portent à le croire. Ce sont d'abord les accords commerciaux dont nous parlons plus haut, accords déjà signés comme l'ALÉNA ou accords en devenir avec le Chili, l'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine, y compris le Brésil (devrions-nous enseigner le portugais?); avec divers pays asiatiques (devrions-nous enseigner le chinois? si oui, lequel? devrions-nous plutôt choisir le japonais, ou une autre langue asiatique?); avec des pays anciennement soviétiques (quelle langue choisir si le russe est de moins en moins la langue véhiculaire de ces pays?).

Un autre dossier retient notre attention: c'est celui de l'acquisition par les peuples autochtones du Canada d'une autonomie croissante. Les besoins de traduction et d'interprétation sont déjà très nombreux et rarement adéquats. La formation de traducteurs et d'interprètes dans ces langues est insuffisante. Beaucoup de travail reste à faire pour répondre aux besoins à la satisfaction de tous dans ce domaine.

Enfin, le troisième dossier est celui de l'intégration des personnes faisant face à des difficultés particulières: minorités visibles, nouveaux immigrants, handicapés, etc. Depuis longtemps déjà, le Canada s'est engagé à favoriser l'intégration de ces personnes dans la société. Plusieurs paliers de gouvernement ont introduit des programmes d'action positive dans ce but. Des structures ont été mises en place pour offrir aux nouveaux immigrants les services d'un interprète dans leur langue. Ces services ne sont cependant pas au point (H. Debevoise-Moroz). En ce qui concerne la communauté des sourds, cette intégration pourrait être simple, car elle ne tient qu'à une chose: l'utilisation de «la» langue qui leur permet de communiquer, la langue des signes. Une fois cette communication rendue possible, une intégration totale serait possible. Certes, des cours ont été créés pour former des professeurs et des interprètes; de nombreux progrès ont été ainsi réalisés ces dix dernières années. Toutefois, nous nous trouvons

là encore à la croisée des chemins: les interprètes en ASL (*American Sign Language*) ayant été formés d'abord pour répondre à des besoins qualifiés de communautaires, la formation des interprètes se fait dans des collèges communautaires, formation courte, de même que la formation en langues autochtones d'ailleurs. Pourtant la formation de traducteurs et d'interprètes anglais-français se fait à l'université, dans le cadre d'un baccalauréat spécialisé ou d'un certificat de deuxième cycle. N'y a-t-il pas ici une anomalie sur laquelle il conviendrait de se pencher? Toutes les langues possèdent des difficultés qui leur sont propres; aucune n'est plus facile ou plus difficile qu'une autre. Devenir interprète, quelles que soient les langues, présente toujours les mêmes difficultés. D'ailleurs, à l'École supérieure d'interprètes et de traducteurs de la Sorbonne Nouvelle (Paris III), les interprètes en langue des signes sont formés à l'université. Nous verrons dans cet ouvrage (T. Janzen) que l'ASL n'a d'ailleurs rien à envier aux autres langues en matière de complexité, puisqu'elle fait appel à la fois aux gestes et au positionnement de ces gestes par rapport à divers points de repère (tronc, visage, etc.) auxquels s'ajoutent les mouvements du visage.

Ainsi, l'avenir de la traduction et de l'interprétation n'est pas ce qui nous préoccupe; mais nous nous devons de faire le point, non seulement sur les besoins au Canada, mais aussi à l'échelle de la planète. Quelles langues devrions-nous enseigner? À partir de quel âge? (L'université, n'est-ce pas un peu tard pour entreprendre l'apprentissage d'une langue?) Les responsables de la formation, à l'école d'abord, puis à l'université, ont fort à faire pour donner aux jeunes les bases nécessaires à l'acquisition des compétences requises pour les métiers de traducteurs et d'interprètes. Tout doit être mis en œuvre pour parvenir à ce but et les suggestions avancées dans cet ouvrage posent peut-être la première pierre du nouvel édifice de la formation: étude des programmes actuels (E. Valentine), utilisation de la statistique pour la création de manuels d'apprentissage (G. Demers), création de nouveaux cours (D. Merkle), création et utilisation de didacticiels (D. Bowen et M. Bowen; P. Laferty).

L'informatique est d'ailleurs en soi un domaine à considérer de façon particulière en cette fin de siècle. Tous les métiers sont touchés par cette nouvelle technique et doivent

revoir leurs modes de fonctionnement. Les métiers de la traduction ne font pas exception: création et utilisation de bases de données terminologiques et documentaires, informatisation des dictionnaires, emmagasinement des dossiers et recherche de contextes, etc. Qu'il s'agisse de la recherche, de l'enseignement ou du métier lui-même, l'informatique est partout présente en traduction. Nous parlerons ici d'ingénierie documentaire (A. Brisset et J. Ladouceur), de didacticiels (D. Bowen et M. Bowen; P. Lafferty) et de la traduction de documents informatiques (B. Thounin).

Nous espérons que cet ouvrage permettra à nos lecteurs de faire le point, d'une part sur les enjeux de la formation et de la recherche en traduction à la veille de l'an 2000 et d'autre part sur l'exercice même du métier dans un contexte nouveau, international (N. M. Anaya-Ferreira; B. Stork), très technicisé, même dans le domaine artistique (P. Claxton). Ces trois volets se devaient d'être abordés parallèlement car tous trois sont solidaires les uns des autres (D. Seleskovitch). Il reste un point qui nous paraît essentiel, c'est qu'en plus d'être un métier, la traduction (comme l'interprétation) est une porte ouverte sur le monde, qu'il s'agisse du monde particulier d'un groupe donné (minorité, malentendants, etc.) ou de celui qui caractérise un pays particulier. Elle veut créer des ponts pour permettre à chacun de mieux comprendre les autres tout en apprenant à mieux se comprendre soi-même (S. Simon): elle veut faire tomber les barrières dues à la langue, mais aussi aux différences culturelles qui séparent les peuples. Nous espérons, nous aussi, que ces travaux contribueront à ce grand dessein.

MARIE-CHRISTINE AUBIN

École de traduction

Collège universitaire de Saint-Boniface

Perspectives d'avenir en traduction / Future Trends in Translation
Actes du colloque marquant le dixième anniversaire
de l'École de traduction du CUSB (30 septembre et 1^{er} octobre 1994)
sous la direction de Marie-Christine Aubin
Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, 1995, p. 7-10

FUTURE TRENDS IN TRANSLATION: INTRODUCTION

In the years leading up to the turn of a century, it is not at all inappropriate to reflect on past activities and assess future roles and needs. As the fruit of the exchanges among participants at the Symposium held at *Collège universitaire de Saint-Boniface* on September 30 and October 1, 1994, in celebration of the tenth anniversary of the School of Translation, this work is intended as just such a reflection.

Translation, as several speakers reminded us, has existed since the beginning of time. Why, then, should we worry about its future? This question does not arise out of any apprehension, however. Quite the contrary. The globalization of exchanges, the implementation of trade agreements, such as NAFTA in North America, and of political accords, like the Maastricht Treaty in Europe, are actually music to a translator's ear. It would be premature, however, to give into euphoria. The need for translators and interpreters is a fact, but the specifics of that need still require definition.

In Canada, for instance, a large number of translation schools were established subsequent to the official recognition of bilingualism. Their objective was to supply the needs of the translation bureaux set up at that time to make publications and services available everywhere in Canada in French and English, the official languages. The main thrust of these schools was, naturally, to train English-French translators. The Council of Translators and Interpreters of Canada (CTIC) reviewed the qualifications of translators and examined the problems raised by the evaluation of translations. There, too, English and French were the languages initially considered. Canada has accordingly acquired highly refined mechanisms for translation training, evaluation and research, with the research component particularly well represented by the terminology work carried out through the Secretary of State (TERMIUM) and the *Office de*

la langue française (Quebec Terminology Bank). Canada is, therefore, on the leading edge in so far as the English-French twosome of languages is concerned.

However, the question arises as to whether limiting translation and interpretation activities to two languages is not, on the eve of the 21st Century, outdated. Three issues on the political agenda compel us to think the answer is yes. The first is the trade agreements we alluded to earlier. Some, like NAFTA, are already signed while others are still under negotiation, such as those with Chile, Argentina and other Latin American countries, including Brasil (should we teach Portuguese?), with the various Asian countries (should we teach one or several Chinese languages? Or Japanese or some other Asian language?) and with countries of the former Soviet Union (which language should we choose if Russian is losing ground as a *lingua franca*?).

The second issue demanding our attention is the increasing autonomy of Canada's native peoples. The translation and interpretation needs here are already considerable yet rarely met. The training of translators and interpreters in the native languages is inadequate. A great deal of work remains to be done to address these needs to the satisfaction of everyone concerned.

The third and final issue involves the integration of people with special difficulties: visible minorities, new immigrants, handicapped persons, etc. For a long time now, Canada has been committed to fostering the inclusion of these groups into the larger society. Several levels of government have introduced affirmative action programs to that end. Structures have been set up to provide new immigrants with the services of an interpreter in their respective languages. These services, however, are not up to scratch (H. Debevc-Moroz). With respect to the deaf community, integration could quite easily happen because it hinges on only one thing: using "the" language – sign language – that enables the deaf to communicate. If such communication were made possible, integration would be total. Admittedly, courses have been established to train teachers and interpreters and, as a result, much progress has been made over the past ten years. Nonetheless, here again we find ourselves at a crossroads: since American Sign Language (ASL) interpreters are trained primarily to meet so-called "community" needs, they receive their training at community colleges, and it is of short

duration. This is also the case for native languages training. By contrast, English-French translators and interpreters receive training at the university level, either in an honours or graduate program. This is an anomaly it would be appropriate to examine. All languages have certain inherent difficulties and none is easier or more difficult than any other. Becoming an interpreter, no matter what the language, always presents the same problems. On that score, it should be pointed out that the *École supérieure d'interprètes et de traducteurs* at the *Sorbonne Nouvelle* (Paris III) gives university-level training to sign interpreters. Moreover, it will become clear from these proceedings (T. Janzen) that, in so far as complexity is concerned, ASL compares to any other language: ASL communicates meaning through gestures and the positioning of gestures in relationship to various reference points (the torso, the face, etc.), not to mention the facial movements involved.

In short, the future of translation and interpretation is not what preoccupies us. We nevertheless owe it to ourselves to take stock of our needs, not only in Canada but also on a global scale. Which languages should we be teaching? At what age should we begin? (Is it not a bit late to start learning a language at university?) Education specialists, at schools and universities both, still have a great deal to do before they can provide young people with the basics needed to learn the skills required of professional translators and interpreters. Everything must be put into place to achieve this goal and perhaps the suggestions contained in this work will lay the foundations of the new training structure: the study of current training programs (E. Valentine), the utilization of statistics in the design of textbooks (G. Demers), the establishment of new courses (D. Merkle), and the production and use of tutorials (D. Bowen and M. Bowen, P. Lafferty).

Furthermore, the entire field of information technology on its own is worthy of special consideration as the century draws to a close. All professions are affected by the new technologies and must re-examine their operating methods. Translation is no exception: the creation and utilization of terminological and research data bases, the computerization of dictionaries, file capture and context searches, etc., are but a few examples. Whether it involves the research and teaching areas or the profession proper, computers are omnipresent in the translation

field. Here we refer to information engineering (A. Brisset and J. Ladouceur), courseware (D. Bowen and M. Bowen, P. Lafferty) and the translation of computer materials (B. Thoun).

We hope that this work will encourage our readers to focus on what translation training and research will involve as the year 2000 approaches and on what the exercise of the profession will actually entail in a new, international context (N. M. Anaya-Ferreira; B. Stork), that is highly technicalized, even in the artistic field (P. Claxton). We have broached these three aspects at the same time because all three are intimately connected (D. Seleskovitch). One further point that we feel is fundamental requires comment, and it is this: quite apart from being a profession, translation (and interpretation) acts as a door opening out onto the world, whether the specific "world" of a given group (a minority, the deaf, etc.) or the "world" of a particular country. The idea behind translation is to build bridges that enable one to arrive at a better understanding of others while better understanding oneself (S. Simon), and to tear down the barriers that languages and cultural differences build up, thus separating peoples. We, too, hope that our work will contribute to this grand design.

MARIE-CHRISTINE AUBIN

École de traduction

Collège universitaire de Saint-Boniface